

**ÉLECTIONS AU TRIBUNAL DE COMMERCE DE CHARTRES  
ARRÊTÉ N°2020-20 PORTANT CONVOCATION DU COLLÈGE ÉLECTORAL**

*La Préfète d'Eure-et-Loir,  
Officier de l'Ordre National du Mérite,*

Vu le code de commerce ;

Vu le code de l'organisation judiciaire ;

Vu l'arrêté préfectoral d'Eure-et-Loir n°14a/2020 du 30 mars 2020 portant délégation de signature au profit de Monsieur Adrien BAYLE, Secrétaire Général de la Préfecture d'Eure-et-Loir ;

Vu la loi n° 2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce, à l'artisanat et aux services ;

Considérant que des élections partielles doivent être organisées pour pourvoir neuf sièges au Tribunal de Commerce de CHARTRES ;

Considérant la liste des membres du collège électoral du Tribunal de Commerce de CHARTRES ;

Considérant les propositions de M. le Président du Tribunal de Commerce de CHARTRES fixant les dates de dépouillement de ces élections ;

Sur la proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture d'Eure-et-Loir,

**ARRETE**

**Article 1er.**- Des élections partielles des membres du tribunal de commerce de Chartres sont organisées à l'effet d'élire neuf juges.

Ces juges seront élus pour une période de deux ans pour un premier mandat ou quatre ans si les intéressés ont déjà exercé auparavant un mandat.

**Article 2.** – Les élections auront lieu par correspondance aux dates suivantes :

Pour le 1<sup>er</sup> tour : les plis devront parvenir à la Préfecture au plus tard le 16 novembre 2020.

Le cas échéant, pour le second tour : les plis devront parvenir à la Préfecture au plus tard le 27 novembre 2020.

**Article 3.**- Le collège électoral est composé des juges, des délégués consulaires et des anciens membres des tribunaux de commerce qui en font la demande.

**Article 4.-** Les déclarations de candidature seront reçues à la Préfecture (Direction des Relations avec les Collectivités Locales – Bureau de la Légalité et des Élections) du vendredi 16 octobre 2020 au mercredi 28 octobre 2020 à 18h00 dans les conditions suivantes :

- les lundi, mardi, mercredi et jeudi de 9h00 à 12h30 et de 14h00 à 16h30 et le vendredi de 9h00 à 12h30 et de 14h00 à 16h00.

Les déclarations doivent être faites par écrit et signées par les candidats. Elles peuvent être individuelles ou collectives et présentées par les candidats eux-mêmes ou par un mandataire muni d'une procuration écrite.

Chaque candidat devra accompagner sa déclaration de candidature de la copie d'un titre d'identité et d'une déclaration écrite sur l'honneur qu'il remplit les conditions d'éligibilité requises fixées aux points 1° à 5° de l'article L 723-4 du code de commerce, qu'il n'est pas frappé de l'une des incapacités, incompatibilités, déchéances ou inéligibilités prévues aux articles L. 722-6-1, L. 722-6-2, L. 723-7, L. 724-3-1, L. 724-3-2 du code de commerce (cf. section 1, paragraphe 1 du présent chapitre) et aux 1° à 4° de l'article L. 723-2 du code de commerce (cf. section 1 du chapitre 1<sup>er</sup>, relative à la composition du corps électoral), qu'il ne fait pas l'objet d'une mesure de suspension prise en application de l'article L.724-4 du code de commerce (suspension par la commission nationale de discipline) et qu'il n'est pas candidat dans un autre tribunal de commerce.

Les candidatures, désignations de mandataires et déclarations écrites sur l'honneur déposées sont les documents originaux.

Sous réserve des dispositions de l'article R 723-6 du code de commerce, sont éligibles aux fonctions de juge d'un tribunal de commerce les personnes âgées de trente ans au moins :

- qui sont inscrites sur la liste électorale dressée en application de l'article L 713-7 dans le ressort du tribunal de commerce,
- qui remplissent la condition de nationalité prévue à l'article L 2 du code électoral,
- à l'égard desquelles une procédure de sauvegarde, de redressement ou de liquidation judiciaire n'a pas été ouverte,
- qui, s'agissant des personnes mentionnées au 1° ou 2° du II de l'article L 713-1 du code de commerce, n'appartiennent pas à une société ou à un établissement public ayant fait l'objet d'une procédure de sauvegarde, de redressement ou de liquidation judiciaire,
- qui n'ont pas fait l'objet des sanctions prévues au titre V du livre VI,
- qui justifient soit d'une immatriculation pendant les cinq dernières années au moins au registre du commerce et des sociétés, soit de l'exercice, pendant une durée totale cumulée de cinq ans, de l'une des qualités énumérées au I de l'article L 713-3 du code de commerce ou de l'une des professions énumérées au d du 1° du II de l'article L 713-1 du même code.
- Sont également éligibles les juges d'un tribunal de commerce ayant prêté serment, à jour de leurs obligations déontologiques et de formation, qui souhaitent être candidats dans un autre tribunal de commerce non limitrophe du tribunal dans lequel ils ont été élus, dans les conditions prévues à l'article R 723-6 du code de commerce.

Seuls pourront se présenter au second tour de scrutin, s'il est nécessaire d'y procéder, les candidats ayant fait acte de candidature au premier tour.

**Article 5.-** Les opérations de vote pour l'élection des membres du Tribunal de Commerce de CHARTRES auront lieu uniquement par correspondance.

**Article 6.-** Le préfet adresse aux électeurs le matériel électoral, par correspondance, douze jours au moins avant la date du dépouillement du premier tour de scrutin, soit le jeudi 5 novembre 2020 au plus tard.

**Article 7.-** Chaque électeur vote à l'aide d'un des bulletins imprimés envoyés par la commission à la demande du candidat. Il peut cependant en rédiger un lui-même, à condition que le bulletin ne dépasse pas 148 mm x 210 mm. Chaque électeur ne met sous enveloppe qu'un seul bulletin. Le nombre des candidats désignés par chaque électeur sur son bulletin doit être égal ou inférieur à celui des juges à élire.

Les suffrages exprimés en faveur des personnes dont la candidature n'a pas été enregistrée et affichée ne sont pas comptés lors du recensement des votes.

Pour chaque tour de scrutin, l'électeur place son bulletin de vote dans l'enveloppe électorale et la place dans l'enveloppe d'envoi prévue pour le tour de scrutin considéré. Il adresse cette 2<sup>e</sup> enveloppe, signée, au préfet sous pli fermé. Le vote s'effectue uniquement par correspondance. Les enveloppes ne peuvent en aucun cas être déposées à la Préfecture.

**Article 8.-** Le préfet dresse une liste des électeurs ayant voté par correspondance. La liste est close la veille du dépouillement du 1<sup>er</sup> tour de scrutin à 18 heures, soit le 16 novembre 2020 à 18 heures pour le premier tour et le 27 novembre 2020 à 18 heures, en cas de second tour. Les plis parvenus ultérieurement portant mention de la date et l'heure de réception à la préfecture sont conservés par le préfet. La liste est remise avec les enveloppes cachetées contenant les enveloppes électorales au président de la commission électorale avant le début des opérations de dépouillement.

**Article 9.-** La commission d'organisation des élections, présidée par un magistrat de l'ordre judiciaire, est chargée de veiller à la régularité du scrutin et de proclamer les résultats. Elle comprend, outre son président, deux juges d'instance. Ces trois magistrats sont désignés par le premier président de la cour d'appel de Versailles. Le secrétariat de cette commission est assuré par le Greffier du tribunal de commerce.

La commission d'organisation des élections se déroulera, en vue du dépouillement, le 17 novembre 2020 à 14 heures au Greffe du Tribunal de Commerce de Chartres et le 30 novembre 2020 à 14 heures au Greffe du Tribunal de Commerce de Chartres, en cas de second tour.

**Article 10.-** La liste d'émargement du vote par correspondance est constituée par la liste des électeurs.

A la clôture du scrutin, le secrétaire de la commission porte sur la liste d'émargement, en face du nom de chaque électeur, la mention "vote par correspondance". Le président de la commission ouvre ensuite chaque pli, énonce publiquement le nom de l'électeur, émarge et place dans une urne l'enveloppe contenant le bulletin de vote pour être dépouillé avec les autres.

Les membres de la commission procèdent au dépouillement des bulletins contenus dans l'urne. Les enveloppes d'acheminement des votes et la liste des électeurs ayant voté par correspondance sont annexées à la liste d'émargement.

**Article 11.-** Les élections des juges des tribunaux de commerce ont lieu au scrutin plurinominal majoritaire à deux tours.

Sont déclarés élus au premier tour les candidats ayant obtenu un nombre de voix au moins égal à la majorité des suffrages exprimés et au quart des électeurs inscrits. Si aucun candidat n'est élu ou s'il reste des sièges à pourvoir, l'élection est acquise au second tour à la majorité relative des suffrages exprimés. Si plusieurs candidats obtiennent le même nombre de voix au second tour, le plus âgé est proclamé élu.

**Article 12.-** Les votes sont recensés par la commission d'organisation des élections. Les résultats sont proclamés publiquement par le président de cette commission. La liste des candidats élus, établie dans l'ordre décroissant du nombre de voix obtenu par chacun d'entre eux, est immédiatement affichée au greffe du tribunal de commerce.

Le procès-verbal des opérations électorales est dressé en trois exemplaires revêtus de la signature des membres de la commission d'organisation des élections. Le premier exemplaire est adressé au Procureur général, le deuxième au Préfet et le troisième est conservé au greffe du tribunal de commerce.

La liste d'émargement signée par le président de la commission d'organisation des élections demeure déposée pendant huit jours au greffe du tribunal de commerce où elle est communiquée à tout électeur qui en fait la demande.

**Article 13.-** Dans les huit jours à compter de la proclamation des résultats, tout électeur peut contester la régularité des opérations électorales devant le tribunal judiciaire dans le ressort duquel se trouve situé le siège du tribunal de commerce.

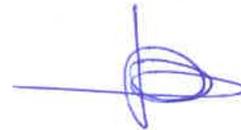
Le recours est également ouvert au Préfet et au Procureur de la République qui peuvent l'exercer dans un délai de quinze jours à compter de la réception du procès-verbal mentionné à l'article 12 susvisé.

Le recours n'a pas de caractère suspensif : les juges dont l'élection est contestée peuvent valablement prêter serment, être installés et siéger tant qu'i n'a pas été définitivement statué.

**Article 14.-** M. le Secrétaire Général de la préfecture d'Eure-et-Loir, M. le Président du Tribunal de Commerce de Chartres et les membres de la commission d'organisation des élections, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture. Un exemplaire sera également affiché pendant la tenue de la commission d'organisation des élections.

Fait à Chartres, le **16 OCT. 2020**

La Préfète,  
Pour la Préfète,  
Le Secrétaire Général,



**Adrien BAYLE**